

<https://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1141>



Ne pas s'accommoder du « moindre mal » ... mais passer à l'action !

- Syndicats Nationaux - SNUipp-FSU -



Date de mise en ligne : mercredi 7 novembre 2012

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

L'arrivée au pouvoir de la gauche a fait naître dans le pays l'espoir d'un avenir meilleur pour les salariés et les services publics, à tout le moins, d'attaques moins brutales et dévastatrices. Le SNUipp, qui, avec la FSU, avait fort justement appelé à battre Sarkozy et sa politique, ne doit pas pour autant verser dans l'angélisme sur les intentions du nouveau gouvernement et juger sa politique aux actes.

Politiques publiques sous le signe de l'austérité

Pour l'essentiel, l'austérité est entérinée comme épine dorsale des politiques publiques. Austérité qui, avec la ratification du TSCG et en absence de la réforme fiscale d'ampleur promise, va conditionner tout le reste, particulièrement au niveau de la Fonction publique : pas de créations de postes mais des redéploiements entre ministères, un maintien du gel des salaires, etc. Et ce d'autant plus que les premières mesures fiscales du quinquennat ciblant les plus riches et les grandes entreprises sont aujourd'hui remises en cause, sous la pression du Medef et sous prétexte de « compétitivité », par un chèque en blanc de 20 milliards d'euros au patronat. Ce cadeau fiscal sans aucune contrepartie sera financé par un alourdissement de la TVA, impôt particulièrement injuste, et une forte réduction des dépenses publiques se rajoutant à celles, massives, déjà programmées jusqu'en 2017.

Les réformes structurelles initiées par la droite, comme celles de l'école, de l'université, de la recherche ou encore la réforme territoriale de l'Etat (RÉATE), ne sont pas fondamentalement remises en cause. La décentralisation est renforcée avec tous ses travers.

Ni réel changement de cap, ni rupture dans l'éducation

L'éducation, présentée comme « secteur prioritaire », risque fort d'en être pour ses frais. Arrêter l'hémorragie et créer des postes supplémentaires est une bonne chose. Pour autant, les 60 000 créations prévues résulteront de suppressions dans d'autres ministères et ne couvriront pas ce qui a été perdu depuis 5 ans, 15 000 postes manqueront.

Dans le premier degré, au-delà du rétablissement bienvenu d'une formation initiale non exempte de fortes limites (place du concours, absence de pré-recrutements, statut de contractuel des admissibles...), le « plus de maîtres que de classes » ou la scolarisation des moins de 3 ans vont concerner de façon assez marginale les écoles. Le gel du point d'indice et la forte réduction de l'enveloppe catégorielle entérinent une baisse du salaire réel. La refonte des rythmes scolaires promet de dégrader les conditions de travail des personnels mais aussi de renforcer fortement le poids des collectivités locales sur l'école. Le socle et le LPC « relookés » sont maintenus tandis que l'école du socle se profile. Le statut de directeur d'école revient sur le tapis mais les RASED disparaissent du discours officiel. La gestion managériale, qualifiée dans un rapport récent de « violence institutionnelle » et rejetée massivement par les personnels, n'est pas remise en cause. Pas de volonté non plus de remettre en cause l'ensemble des fichiers mis en place par l'Education nationale, ni même d'annuler les sanctions contre les enseignants qui s'y sont opposés. Enfin, les restrictions du droit syndical à réunion et du droit de grève perdurent...

Face à ce tableau déjà sombre qui ne constitue ni un réel changement de cap, ni à fortiori une rupture avec la politique éducative du gouvernement précédent que nous avons combattue, nous devons porter notre projet syndical avec force et détermination sur la base de nos mandats. Notre analyse doit être plus lucide et notre orientation plus

Ne pas s'accommoder du « moindre mal » ... mais passer à l'action !

offensive pour permettre la mobilisation des personnels afin de peser sur les négociations actuelles. Elle doit aussi être plus fédérale pour permettre la convergence dans la réflexion et dans l'action de l'ensemble des syndicats de l'éducation de la FSU.

Après les années noires que nous avons connues, c'est maintenant le moment de desserrer l'étau. Il faut passer à l'action pour pousser le gouvernement à changer de politique.